

Repenser la République, repenser son école

Suzanne Citron¹

Crise politique, crise des institutions, crise des banlieues, crise de l'identité nationale : et si la véritable question était celle de la République, mot fétiche dont le discours politique, à droite comme à gauche, use et abuse. Quels sont les rouages de l'État républicain, quel imaginaire l'idéologie républicaine véhicule-t-elle? Le débat, au-delà de la question du régime et de celle du « modèle » français, devrait porter sur les dysfonctionnements de l'État, sur les ambiguïtés de l'invocation à la République et sur les héritages historiques qui conditionnent le présent .

L'impuissance de la République à respecter les grands principes dont se targue le pays dit « des droits de l'homme » est manifeste dans deux domaines significatifs : prisons, école. Qu'a fait l'État "républicain" durant des décennies, pourquoi cette pusillanimité, cette incapacité à agir pour que nos prisons ne soient plus la honte de l'Europe ? À l'arrière-plan de cette impuissance il n'y a pas seulement des problèmes de budget, mais les modalités de gestion d'une Administration avec Directeur, bureaux, hiérarchie et Ministre coiffant le tout. Notre modèle *napoléonien* d'État avait été analysé et critiqué dans les années 1960-70 : cloisonnement et rivalités des Grands Corps, hiérarchies rigides, gestion centralisée qui empile les circulaires et dont l'inefficacité conduit à multiplier les organismes chargés du même objet².

Ces dysfonctionnements de l'État concernent aussi l'école. Chaque nouveau ministre de l'Éducation nationale, quel que soit son bord, croit devoir, dès le pied mis rue de Grenelle, invoquer l'excellence de notre système en dépit d'enquêtes plus ou moins occultées qui disent le contraire. Puis il s'engage dans des réformes vite grignotées ou étouffées par le mammoth. Ces réformes ne s'attachent qu'aux symptômes (incivilités, violences,

¹ dernier livre publié : *Mes Lignes de démarcation*, Syllepse 2003 (premier livre publié : *L'École bloquée*, Bordas 1971)

² Cf. Michel Crozier *La Société bloquée*, Seuil 1970 . Club Jean Moulin, *L'État et le citoyen*, Seuil 1961. Alain Peyrefitte, *Le Mal français*, Plon 1976

illettrisme, évasion annuelle de 150 000 jeunes en échec total), sans que les mécanismes profonds du fiasco ne soient mis en évidence. D'où l'incapacité, lors des incendies des banlieues de novembre 2005 comme à l'occasion de la crise du CPE, de pointer les liens entre les rouages et les contenus du système scolaire et universitaire et la crise sociale.

L'école amalgame un double héritage. Elle perdure comme institution napoléonienne jamais remaniée : centralisation, système rectoral, pédagogie codifiée par circulaire dans les bureaux, hiérarchie d'inspections, normes abstraites comme l'entrée des enfants au CP selon leur année de naissance et non selon leur profil... Elle revendique l'idéologie républicaine qui combine le postulat d'une égalité illusoire et le concept de méritocratie. De fait l'école, depuis la généralisation sans réflexion épistémologique ni culturelle d'un enseignement secondaire conçu au 19^{ème} siècle pour une mince couche sociale, est devenue une machine à sélectionner l'élite dirigeante. La réussite passe par l'absorption d'une culture encyclopédique et abstraite, condition du parcours ultérieur de voies d'excellence généreusement financées par l'État : classes préparatoires, Grandes Écoles ouvrent aux carrières prestigieuses publiques et privées. Fondement de l'édifice social, ce système engendre d'un côté une arrogance pas toujours consciente, de l'autre des frustrations multiples.

Certains, cependant, voudraient faire perdurer le tabou de la méritocratie républicaine par l'ouverture des concours à quelques bons élèves des banlieues. Imprégnés du subconscient anthropologique de leur temps (sexiste, raciste, colonialiste), qui induisait l'idée d'une société empilant les statuts inférieurs et supérieurs, les Pères de l'école républicaine voulaient substituer à l'aristocratie de naissance une aristocratie du mérite, "l'élite de l'esprit", sélectionnée par l'enseignement secondaire et les diplômes. Les métiers physiques, pénibles, manuels, « sales », quelle que soit leur utilité, étaient et sont restés au bas de l'échelle des considérations. D'où la perception de l'enseignement technique ou professionnel comme une voie de rebut pour non "méritants". Le leitmotiv d'une société française en crise parce que *l'ascenseur social* ne fonctionne plus, cautionne l'image d'une société pyramidale et le poison idéologique du mépris social. Prétendre intégrer les nouvelles générations sans toucher à cette idéologie négatrice de la fraternité républicaine est un leurre et une hypocrisie.

Dans un pays où les inégalités sont intolérables, les comportements de l'élite parvenue au sommet sont rien moins que « républicains » : anciens élèves des grandes Écoles pantouflant dans le privé sans indemniser l'État qui a payé leur formation, va et vient entre la haute fonction publique et la direction des plus grandes entreprises, cumul des mandats, dépenses inconsidérées en voyages, réceptions fastueuses, style monarchique des protocoles...

Changer la République pour changer l'école, changer l'école pour changer la République: un vrai défi pour un ordre plus juste